

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

OBJET de la consultation : désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre pour la création de chambres EVAT et de bureaux- Caserne Marey Monge à Auxonne (21)

Phase candidatures

Marché passé en procédure avec négociation en application des articles L2124-1 et 3, L2172-1 et R2124-1 et 3-3°, R2172-1 et 2 du code de la commande publique

APPEL A CANDIDATURES

(Attention : aucune offre ne devra être remise à ce stade de la procédure)

ATTENTION : réponse exclusivement électronique

Date et heure limite de remise des candidatures :

Vendredi 17/10/2025 À 17H00

SECTION I – ACHETEUR PUBLIC

Dénomination :

Etablissement du service d'infrastructure de la défense Nord Est- Pole conduite d'opérations de Besançon

Mandataire : sedia

Adresse du maître d'ouvrage: Quartier RUTY – 64, rue Bersot – BP 21437 – 25000 Besançon

Adresse mandataire : **Sedia** – 6 rue Louis Garnier – BP 1513– 25000 Besançon

Point de contact administratif et technique : **Sedia - Mandataire – M. Colas**

Téléphone : 06 70 04 27 52

Courrier électronique : b.colas@sedia-bfc.fr

Adresse principale internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Adresse internet du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Type de pouvoir adjudicateur : Etat avec mandataire

Sommaire

SECTION I – ACHETEUR PUBLIC	1
SECTION II – OBJET DU MARCHE	3
1. <u>Description</u>	3
2. <u>Présentation de la mission</u>	4
3. <u>Estimation des travaux :</u>	5
4. <u>Autres informations données sur l'opération :</u>	5
SECTION III – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE	6
1. <u>Conditions relatives au marché.....</u>	6
2. <u>Conditions propres aux marchés de services</u>	6
3. <u>Conditions de participation</u>	7
SECTION IV – PROCEDURE	8
1. <u>Type et justification de la procédure :</u>	8
2. <u>Modalités de déroulement de la procédure</u>	8
3. <u>Commission technique</u>	9
4. <u>Modalités et critères de sélection des candidatures (au titre de la présente consultation phase « candidatures »)</u>	9
5. <u>Critères de jugement des offres (ou de l'offre) APRES sélection des candidats retenus :</u>	12
SECTION V – AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	13
1. <u>Contenu du dossier de la consultation Phase candidatures (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public).</u>	13
2. <u>Pièces à fournir par les candidats phase « candidatures » :</u>	13
3. <u>Modalités de remise des plis</u>	14

Téléchargement des pièces de la consultation à l'adresse internet suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>sous la référence « **BC-2025-001».**

Important : tous les documents de communication et de notification (demandes de complément, information aux candidats non retenus, lettre positive, notification...) s'effectueront par voie dématérialisée.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les informations complémentaires à caractère administratif ou technique doivent être demandées **par voie électronique au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis**, via la plate-forme dématérialisée (adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>)

En application de l'article R. 2132-6 du CCP, le maître d'ouvrage apportera une réponse aux demandes d'information des candidats **par voie électronique au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis**, via la plate-forme dématérialisée (adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>).

Tous les candidats ayant téléchargé le DCE, **en s'identifiant sur la plateforme** seront informés de la réponse à ces questions et/ou des modifications des pièces du DCE, report de date le cas échéant.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de reporter la date de remise des plis dans le cas où la réponse aux questions ne laisserait pas suffisamment de temps aux candidats pour prendre en compte la réponse apportée.

SECTION II – OBJET DU MARCHÉ

1. Description

Type de marché : services
Code(s) CPV : 71200000
Division en lots : Non
Lot unique : mission de maîtrise d'œuvre

La présente consultation a pour objet de sélectionner 3 équipes de maîtrise d'œuvre maximum pour l'opération de création de chambres EVAT et de bureaux- Caserne Marey Monge à Auxonne (21)

Périmètre du programme, objet de la présente consultation :

Le programme de l'opération comprend les réalisations principales suivantes :

- Création de 30 chambres de 2 personnes
- Réaménagement du rez-de-chaussée pour la création de bureaux
- Mise aux normes incendies
- Mises aux normes PMR

Les candidats sont invités à étudier attentivement le programme (sans annexe) joint au présent DCE Phase candidatures.

Se déroulant dans un casernement militaire en activité (comprenant des parties inscrites aux secteurs de protection au titre de la ZPPAUP), les travaux se dérouleront en site occupé avec un calendrier de travaux et de phasage très précis et détaillé et seront soumis à d'importantes mesures de sureté.

2. Présentation de la mission

La présente opération comprendra une tranche ferme et une tranche optionnelle suivantes à réponse obligatoire sous peine d'irrégularité de l'offre :

2.1 TRANCHE FERME :

La mission confiée à l'équipe de maîtrise d'œuvre en tranche ferme sera une mission de base au sens des articles R2431-1 à 3, R 2431-5 et R2431-19 à 23 du code de la commande publique et ses annexes (APS + APD + PRO + ACT + DET + AOR + EXE+ GPA) + DIAG, étendue aux missions suivantes qui sont réputées incluses dans la mission de base :

- Etudes d'exécution et quantitatif sur tous les lots ;
- Mission Synthèse ;
- Etudes thermiques et énergétiques comprenant :
 - o Calculs réglementaires RT ;
 - o Simulation Thermique Dynamique (STD) de l'ensemble du bâtiment.
- Etude environnementale des matériaux (qualité de l'air intérieur) ;
- Etude acoustique des locaux rénovés ;
- Etude d'éclairage avant et après projet ;
- Diagnostics et relevés nécessaires à la réalisation du projet.

Etendue à la Mission complémentaire suivante :

- DEM (Dossier d'exploitation et de maintenance), compris documentation technique détaillée à l'attention du personnel des établissements.
- Gestion et recyclage des déchets de déconstruction et de construction dans le cadre de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

2.2. TRANCHE OPTIONNELLE :

La mission confiée à l'équipe de maîtrise d'œuvre comprend 1 tranche optionnelle :

- **Tranche optionnelle - Mission OPC : elle porte sur la mission Ordonnancement – Pilotage – Coordination de la présente opération.**

La tranche optionnelle pourra être affermie par notification transmis par le maître d'ouvrage au titulaire au plus tard à l'APD.

2.3. AUTRES INFORMATIONS :

Monuments Historiques :

Les constructions, réhabilitations, extensions et aménagements prévus en zone Up du PLU sont **soumis à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France**. Ils devront suivre les règles architecturales particulières définies dans le cadre de la ZPPAUP.

Diagnostics complémentaires :

Les diagnostics complémentaires Amiante, Plomb avant travaux ont été réalisés, ils seront si nécessaire complétés à l'issue de la phase DIAG

Evolution réglementaire :

Au titre des missions qui lui seront imparties, le titulaire devra se tenir informé de l'évolution de la législation, de la réglementation et de l'homologation des normes tout au long de l'exécution de son marché.

En cas d'évolution des textes applicables aux prestations pendant le déroulement du marché, le titulaire doit en informer aussitôt par écrit le maître d'ouvrage pour convenir avec lui de la prise en compte technique et/ou financière ou non de cette évolution.

Dévolution des marchés de travaux :

La dévolution des marchés de travaux sera arrêtée à l'APD.

Nota bene : le programme et ses annexes seront joints à la phase offre de la présente consultation.

Visite obligatoire :

☐ OUI ☒ NON au stade de la remise de la candidature

☐ OUI ☒ NON au stade de la remise de l'offre

Variantes à l'initiative du candidat :

Les variantes ne sont pas autorisées.

Variantes exigées à l'initiative de l'acheteur (anciennement appelée « option » ou « PSE ») :

Sans objet

3. Estimation des travaux :

Estimation globale des travaux : **2 800 000 € HT** (valeur juin 2024).

4. Autres informations données sur l'opération :

Pour cette opération seront missionnés les prestataires suivants :

- **Un contrôleur technique :**

Les missions confiées au contrôleur technique sont :

- Missions de base : LP – SH
- Missions complémentaires, P1, PS, F, LE, Ph, Th, Hand, Brd, GTB, HYS, PV+ Attestations (AT 1 relative à l'accessibilité handicapés, AT 3 et AT 4 relatives à la prise en compte de la réglementation thermique en vigueur, AT 5 relative à la prise en compte de la réglementation acoustique en vigueur).

- **Un CSPS :** Mission de Niveau 2.

- **Une mission OPC :**

La mission OPC pourra être confiée au maître d'œuvre ou à un prestataire extérieur à la maîtrise d'œuvre, sur décision du maître d'ouvrage, qui interviendra au plus tard en phase APD.

1. Conditions relatives au marché

1.1. Modalités essentielles de financement et de paiement :

Financement : Etat

Délai réglementaire de paiement : 30 jours

1.2. Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services attributaire du marché (le cas échéant):

Le groupement devra être conjoint avec un mandataire solidaire de l'ensemble des autres membres du groupement.

Il est interdit à un candidat de soumissionner en qualité de mandataire solidaire de plusieurs groupements. Considérant la composition pluridisciplinaire de l'équipe de maîtrise d'œuvre, dont le mandataire est architecte, seul l'architecte est tenu par une clause d'exclusivité.

1.3. Confidentialité

Les documents de la consultation contiennent des informations confidentielles.

Les informations confidentielles concernent les faits, les informations, les études et les décisions dont le candidat aura connaissance au cours de l'exécution de la présente procédure, c'est-à-dire pendant la phase d'offres de la procédure concurrentielle avec négociation passé pour l'attribution du présent marché.

Les informations confidentielles comprennent notamment le programme et les CCTP.

Le candidat s'engage à garder strictement confidentielles et à ne pas divulguer ou communiquer à des tiers, par quelque moyen que ce soit, les informations confidentielles qui lui sont transmises à l'occasion de l'exécution de la présente procédure.

Le candidat prend toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des informations. Ces mesures ne pourront pas être inférieures à celles prises par lui pour la protection de ses propres informations confidentielles.

Le candidat s'engage à ne communiquer lesdites informations confidentielles qu'aux membres de son personnel appelés à en prendre connaissance et à les utiliser pour les stricts besoins de la présente procédure.

Le candidat s'engage à prendre toutes les dispositions pour que ses employés, co-traitants et sous-traitants traitent lesdites informations confidentielles conformément aux présentes stipulations.

Le candidat s'engage à adopter toutes les stratégies de confidentialité adaptées pour toute donnée présente dans ses outils fixes et nomades.

En aucun cas, le candidat ne pourra se prévaloir sur la base desdites informations confidentielles d'une quelconque concession de licence ou d'un quelconque droit d'auteur ou de possession antérieure selon la définition du Code de la Propriété Intellectuelle.

2. Conditions propres aux marchés de services

2.1 Composition de l'équipe de maîtrise d'œuvre :

Chaque compétence devra être utilement justifiée et attribuée à un des membres du groupement (mandataire, co-traitant, sous-traitant).

La maîtrise d'œuvre devra être assurée par une équipe pluridisciplinaire dont le mandataire sera un architecte, et qui comportera impérativement des compétences en :

- **Architecture, avec une formation et une expérience monuments historiques voir partie 2.2 du présent Règlement de la Consultation,**
- **Suivi de chantier phase DET,**
- **Economie de la construction,**
- **Bureau d'étude structure**
- **Ingénierie génie climatique, performance énergétique et sanitaire,**
- **Ingénierie courants forts/faibles y compris étude d'éclairage**
- **Accessibilité des locaux aux personnes à mobilité réduite (PMR),**
- **OPC (tranche optionnelle) :** en cas de compétence OPC proposé au sein du cabinet d'architecture ou économiste, celle-ci devra être portée par une personne nommément distincte de la personne de l'architecte et/ou de la personne désignée pour assurer la mission DET.

La maîtrise d'œuvre devra également posséder en interne, une personne de compétence forte en matière de gestion des opérations de rénovation en site occupé avec une sensibilité sur la gestion des phasages de travaux et la prise en compte des contraintes de chantier vis-à-vis des espaces occupés.

Les compétences requises et acceptées en qualité de sous-traitant pouvant être proposées à l'acceptation du maître d'ouvrage au stade de la candidature ou ultérieurement, sont les suivantes :

- **Etudes acoustiques,**

Parmi les compétences exigées, l'équipe de maîtrise d'œuvre devra avoir la capacité de gérer les missions suivantes :

- Désamiantage et déplombage
- Ingénierie de la qualité environnementale du bâti et gestion des déchets de chantier,
- Exploitation, maintenance,

2.2. Noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de l'exécution du marché :

Le mandataire architecte de l'équipe de maîtrise d'œuvre devra présenter l'attestation d'inscription à l'ordre des architectes ou tout autre document équivalent au sens de la directive 85-384 visant la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture.

L'architecte devra être un architecte titulaire du diplôme de spécialisation et d'approfondissement en architecture mention « architecture et patrimoine » ou un architecte du patrimoine (diplômé de l'école de Chaillot) ou de tout autre diplôme européen reconnu de niveau équivalent ou un architecte en chef des monuments historiques (ACMH).

3. Conditions de participation

Si le(s) dossier(s) de candidature(s) est (sont) incomplet(s), le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire compléter la(les) candidature(s) (pièces manquantes ou références manquantes). Si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, il sera fait application de l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique.

ATTENTION : si le candidat vient à être désigné par le maître d'ouvrage, il disposera d'un délai maximum de 7 jours francs à compter de la réception de la demande faite par le maître d'ouvrage pour :

- produire ses attestations officielles attestant de la régularité de sa situation fiscale et sociale, excepté s'il a répondu par le biais de la procédure « DUME Simplifié »
- justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir individuellement chaque document exigé.

La liste des pièces exigées avant notification est la suivante :

- attestations d'assurance civile et décennale en cours de validité,
- justificatifs fiscaux et sociaux (Congés Payés, Retraite) attestant du dernier versement de moins de 3 mois,
- attestation URSSAF certifiant la régularité de sa situation sociale y compris DOETH relative aux travailleurs handicapés de moins de 6 mois,
- Si le candidat est une société de + de 50 salariés : le procès-verbal de la réunion du comité social et économique concernant la présentation du rapport annuel faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail dans l'entreprise et du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (article L2312-27 du code du travail),
- la liste nominative des travailleurs détachés éventuels employés, ou à défaut une attestation sur l'honneur indiquant que vous n'employez pas de travailleurs détachés,
- Si le candidat est en redressement judiciaire, il devra joindre la copie du ou des jugements prononcés ou justifier qu'il est habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, au sens de l'article L2141-3 du Code de la Commande Publique.

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

SECTION IV – PROCEDURE

1. Type et justification de la procédure :

Procédure avec négociation en application des articles L.2124-1 et 3, L2172-1 et R2124-1 et 3-3°, R2172-1 et 2 du code de la commande publique.

2. Modalités de déroulement de la procédure

Cette procédure de sélection en 2 temps devrait permettre un choix final de l'équipe de maîtrise d'œuvre qui sera la plus à même de mener cette mission dans le respect des contraintes du programme.

2.2. Phase 1 « candidatures » : sélection des candidats par la commission technique

La présente consultation constitue un appel à candidatures visant à présélectionner de **trois candidats maximums par la commission technique** sur la base des critères de sélection des candidatures mentionnés à l'article 4 de la même section.

Si moins de trois candidats satisfont aux critères annoncés, le maître d'ouvrage pourra poursuivre la procédure avec les candidats ayant les capacités requises.

2.3. Phase 2 « offres » : remise des offres après sélection des candidats (3 candidats maximum)

Les candidats retenus (3 candidats maximum) seront invités par courrier transmis via la plateforme dématérialisée du maître d'ouvrage à télécharger le dossier de consultation phase offres.

Ils devront présenter une offre sur la base de ce cahier des charges. Le délai pour la remise de la première offre ne pourra être inférieur à 25 jours.

Après analyse des offres des candidats, si l'un des candidats sélectionnés propose une offre initiale pleinement satisfaisante, le maître d'ouvrage peut décider que le marché sera attribué sur la base de cette offre sans négociation.

Dans le cas contraire, les candidats sélectionnés seront auditionnés par la commission technique compétente.

La négociation se déroulera en 1 seule phase dans les locaux de sedia à Besançon.

Dans le cadre de cette négociation, le candidat présentera le contenu technique et économique de sa proposition qu'il juge pertinent pour garantir les meilleures conditions de réalisation des objectifs attendus (note méthodologique et annexes, tableau des honoraires et décomposition des volumes horaires à rendre au format Excel).

Les thèmes abordés pourront porter sur la présentation de l'organisation du travail de l'équipe MOE, l'approche du projet : de performances énergétiques, phasage, respect de l'enveloppe budgétaire, proposition d'honoraires au regard des volumes horaires.

Les candidats pourront également présenter leurs propositions hors exigences minimales en démontrant l'intérêt que pourraient en retirer les parties au marché.

Au moins six jours avant la date de l'audition, les candidats recevront une confirmation de leur heure de passage qui sera accompagnée d'un cadre imposé relatif au déroulé de la négociation, et éventuellement d'une fiche de questions relatives à l'offre initiale remise par chaque candidat portant sur des précisions au niveau de l'offre et/ou des précisions quant à la mise en œuvre de la démarche.

Le candidat sera libre d'organiser sa présentation comme il le souhaite (utilisation d'une trame sur PowerPoint ou non), l'objectif étant d'être le plus clair possible dans la description de sa compréhension du projet, des moyens et méthodes qu'il compte réunir pour réaliser le projet dans les meilleures conditions.

Le maître d'ouvrage pourra mettre sur demande un vidéoprojecteur et une connexion internet à disposition des candidats auditionnés. Les candidats devront se munir d'un micro-ordinateur portable s'ils souhaitent présenter leur offre sur support électronique.

Chaque candidat disposera d'1 heure 30 maxi, réponses aux questions posées incluses, pour présenter et aborder avec le maître d'ouvrage les points de négociation de son offre.

Cet échange permettra d'engager la négociation soit sur les propositions qui mériteraient d'évoluer, soit sur des précisions quant à la mise en œuvre de leur offre.

Puis, après clôture de la négociation, les candidats retenus auront une semaine pour remettre une offre définitive.

3. Commission technique

La commission technique en charge des analyses des candidatures et des offres sera composée de représentants du maître d'ouvrage et de son mandataire, et de toute personne que le maître d'ouvrage jugera utile à participer à la commission.

4. Modalités et critères de sélection des candidatures (au titre de la présente consultation phase « candidatures »)

En application des dispositions des articles R2142-15 à 17 du CCP, il est fixé un nombre maximum de trois candidats (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats) admis à présenter une offre.

Seuls les candidats disposant de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et de la capacité technique et professionnelle nécessaires à l'exécution du marché public, objet de la présente consultation, seront admis à présenter une offre conformément aux articles R2143-6 à 10 du CCP.

Parmi les candidats disposant de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et de la capacité technique et professionnelle nécessaires, le maître d'ouvrage sélectionnera 3 candidats maximum en application des critères définis ci-dessous.

Il est précisé que l'analyse architecturale des références illustrées de l'architecte mandataire du groupement ne concernera que les candidats qui ont satisfait aux critères des garanties financières et professionnelles et des références adéquates.

- Critère 1 : au titre de la capacité économique et financière : les garanties économiques et financières pour réaliser la prestation de cette consultation, seront appréciées au regard :

- du chiffre d'affaires global portant sur les trois derniers exercices.

- Critère 2 : au titre de la capacité technique et professionnelle :

- ✓ **Sous-critère 1 : Les compétences et moyens des candidats** seront appréciés au regard de l'aptitude de chacun des membres de l'équipe proposé pour exercer les compétences attendues indiquées à l'article 2.1. de la section 3 du présent règlement de consultation, notamment au vu de l'expérience des intervenants dédiés à la réalisation de cette mission :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- La présentation de l'équipe d'une page A4 recto verso maximum avec en annexe les CV des intervenants et qualifications **dédiés à la réalisation de cette mission** ;

Les CV devront comprendre à minima :

- l'identité,
- les diplômes ou niveaux d'études,
- l'expérience professionnelle générale,
- l'expérience professionnelle dans la réhabilitation/rénovation et notamment dans la réhabilitation/rénovation publique
- la situation professionnelle actuelle
- le niveau de responsabilité dans la structure
- Une note indiquant les modalités de présence sur site en phase travaux des personnels du groupement dans le cadre des missions DET, OPC, AOR et GPA)

- ✓ **Sous-critère 2 : Qualité des références** appréciées au regard de leur qualité architecturale et de leur adéquation à l'objet du marché (volume, complexité) :

- **Concernant l'architecte mandataire :**

- 2 références de mission complète de maîtrise d'œuvre pour des interventions en bâtiment de logement collectif type logements étudiants, foyer, EPAD en rénovation de même importance et de caractéristiques similaires, en site occupé réalisée au cours des 6 dernières années, ou en cours de réalisation.
- **Illustration :** les 2 références sélectionnées seront illustrées par un dossier photographique de très bonne qualité visuelle pour une projection grand écran (format de fichier pdf avec une taille de fichier raisonnable de 5 Mo maximum pour permettre une lecture aisée) : 2 diapositives maximum par référence à raison d'1 photo par diapositive, les seules mentions acceptées sur les diapositives étant le nom de l'opération, le type d'établissement, la nature des travaux (réhabilitation, construction neuve), le lieu des travaux, la mission du maître d'œuvre, le coût des travaux en € HT, l'année de fin de travaux hors GPA.

Le modèle de présentation du dossier photographique dématérialisé joint au cahier des charges (*pas de dossier photographique à fournir par les co-traitants*) est à respecter formellement.

- **Concernant chaque candidat ou chaque co-traitant en cas de groupement : une liste de 2 références de mission complète de rénovation réalisées au cours des 6 dernières années, ou en cours de réalisation**, appréciées au regard de leur adéquation et équivalence en montant et en complexité avec les exigences formulées dans le présent règlement.
Cette liste sera présentée via le tableau de l'annexe à la candidature joint au présent DCE, et comprenant l'objet et le type de prestation réalisée, le montant, la date, le destinataire public ou privé et le lieu d'exécution, par le candidat.

Cet ensemble d'informations requis sera présenté via le tableau d'annexe à la candidature joint au présent dossier d'appel à candidatures : fichier à joindre au format Excel afin de faciliter l'analyse.

Si l'entreprise candidate a été créée récemment, celle-ci pourra se prévaloir de ses capacités techniques, financières et professionnelles et références par tout moyen et à l'appui d'explications circonstanciées et attestées.

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir individuellement tous les supports d'information permettant d'apprécier sa capacité.

5. Critères de jugement des offres après sélection des candidats retenus :

En application de l'article R2152-2 du Code de la Commande Publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières ou de rendre acceptables les offres inacceptables dans le cadre de cette négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et sans modification de leurs caractéristiques substantielles.

Il est également précisé que le maître d'ouvrage ne régularisera pas l'absence de note méthodologique et/ou de détail du forfait de rémunération et volumes horaires.

Le marché sera attribué au vu de l'analyse des offres reçues et après négociation avec les candidats sélectionnés (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats).

Toutefois, si l'un des candidats sélectionnés propose une offre initiale pleinement satisfaisante, le pouvoir adjudicateur peut décider que le marché sera attribué sur la base de cette offre, sans négociation.

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés suivants appliqués aux offres déclarées régulières :

<p align="center">Critères et sous-critères pondérés</p> <p align="center">La valeur technique, la qualité des prestations et l'offre de prix seront jugés au regard de la pertinence et de la clarté des informations contenues dans les documents fournis par le candidat au titre de son offre technique et financière</p>	<p align="center">Pondération sur 100</p>
<p>CRITERE 1 : cohérence d'ensemble de l'offre proposée appréciée au regard de la qualité et de la précision des informations figurant dans la note méthodologique du candidat : La qualité et la précision des informations figurant dans la note méthodologique seront évaluées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adéquation entre l'expérience des personnes dédiées à la réalisation de cette mission au regard des compétences attendues et des prestations qui leur seront confiés dans le cadre du marché (CV des intervenants à joindre) : 20 % • Qualité de l'appréhension des enjeux et contraintes du programme et Pertinence de la méthodologie présentée par le candidat garantissant notamment le respect de l'estimation prévisionnelle et des objectifs attendus ainsi que la coordination des travaux entre les deux sites distincts : 20 % <p>Ce critère sera apprécié sur la base de la note méthodologique permettant d'apprécier la compréhension du dessein de l'opération, l'interprétation des enjeux, dans le respect des objectifs environnementaux définis au programme.</p>	<p align="center">40</p>
<p>CRITERE 2 : cohérence de la répartition des honoraires entre les cotraitants et adéquation des volumes horaires par éléments de mission au regard des missions attendues : Ce critère sera apprécié au vu de la cohérence des montants et des volumes horaires entre éléments de mission au regard des prescriptions techniques et des contraintes du projet</p>	<p align="center">30</p>
<p>CRITERE 3 : Prix (tranche ferme + tranches optionnelle) : Ce prix sera apprécié au regard du forfait de rémunération total proposé pour le lot concerné Le critère « prix » sera noté par application de la formule suivante :</p> <div style="text-align: center; margin: 20px 0;"> <p>Coefficient de pondération : 30 X $\frac{\text{Offre moins disante}}{\text{Offre proposée}}$</p> </div> <p>Le calcul ne prendra pas en compte les offres anormalement basses (articles L2152-5 et 6 et R2152-3 à 5 du CCP) et les offres déclarées irrégulières, inacceptables ou inappropriées (articles L2152-1 à 4 et R2152-1 et 2 du CCP).</p>	<p align="center">30</p>

SECTION V – AUTRES RENSEIGNEMENTS

1. Contenu du dossier de la consultation Phase candidatures (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public).

Le contenu du dossier de consultation Phase candidatures est le suivant :

- Déclaration du candidat (DC1-DC2)
- Règlement de consultation
- Modèle de présentation du dossier photographique dématérialisé
- Annexe à la candidature : tableau synthétique de présentation références et moyens et chiffres d'affaires
- Programme (sans annexe)

2. Pièces à fournir par les candidats phase « candidatures » :

Les candidats devront nommer leurs fichiers de MANIÈRE CLAIRE ET PRÉCISE afin de pouvoir en déterminer la nature et le contenu. Les noms de fichiers devront néanmoins être concis, et ne pas comporter de caractères spéciaux.

Le candidat créera les répertoires et sous répertoires nécessaires pour clarifier au maximum sa candidature.

Les pièces à fournir au titre de la candidature :

- ▶ les candidats utilisent leur numéro SIRET pour répondre via le service DUME auquel ils joindront :
 - l'annexe à la candidature (modèle joint) dûment remplie accompagnée des pièces listées à l'article 4 section IV du présent règlement de consultation, ou à défaut du modèle joint, l'ensemble des informations exigées par l'acheteur dans le respect de l'annexe 9 du code de la commande publique, via des pièces dont la présentation est laissée à leur libre appréciation
- ▶ les candidats, en l'absence de réponse via le service marché public simplifié MPS ou DUME devront fournir :
 - DC1 dûment remplie,
 - DC2 dûment remplie,
 - l'annexe à la candidature (modèle joint) dûment remplie accompagnée des pièces listées à l'article 4 section IV du présent règlement de consultation, ou à défaut du modèle joint, l'ensemble des informations exigées par l'acheteur dans le respect de l'annexe 9 du code de la commande publique, via des pièces dont la présentation est laissée à leur libre appréciation

Pour rappel, la réponse électronique via DUME simplifié (*équivalent au MPS inactif depuis le 01/07/2019*) dispense le candidat de joindre les DC1 et DC2, ainsi que les attestations fiscales et sociales : voir modalités dans le guide de réponse en ligne joint au présent DCE.

Les candidats sont vivement invités à remettre le modèle joint d'annexe à la candidature sous format de fichier Excel pour en faciliter l'analyse.

3. Modalités de remise des plis

Langue devant être utilisée dans les documents fournis au titre de la candidature, objet de la présente consultation, puis de l'offre après sélection des 3 candidats : FRANCAIS

Est autorisée pour cette consultation, la remise des candidatures, puis des offres est **EXCLUSIVEMENT ACCEPTEE PAR VOIE ELECTRONIQUE** à l'adresse internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence « MOE RENOVATION PJ BESANCON ».

Les formats de fichiers rtf, docx, xlsx, slk, pdf, pptx, ppsx, dwg, dxf, jpg sont acceptés.

Signature électronique :

La signature électronique n'est pas obligatoire pour cette modalité. Le candidat aura le choix de déposer son acte d'engagement signé électroniquement ou non.

En revanche, il sera demandé à l'attributaire de le signer électroniquement. S'il ne l'a pas réalisé lors de la réponse en ligne, celui-ci sera invité à le faire.

Par la seule remise d'un pli (dématérialisé ou copie de sauvegarde), le candidat confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, s'il est désigné attributaire, à signer son acte d'engagement électroniquement en présentant un certificat de signature électronique qualifié. En cas de refus de signature électronique ou de délai supérieur à 2 semaines pour signer électroniquement à compter de la demande de complément, l'attributaire s'expose à ne plus être attributaire du (ou des) lot(s) pour le(s)quel(s) il a été désigné. En conséquence, lors de la réponse, le soumissionnaire devra soit être détenteur d'un certificat de signature électronique, soit en cours d'acquisition auprès d'une autorité de certification dudit outil.

Cas particulier de remise d'un pli sous support papier :

La transmission sous support papier est interdite. Toute offre papier sera considérée comme offre irrégulière susceptible de régularisation éventuelle par l'acheteur qui pourra inviter tous les soumissionnaires ayant remis une offre papier à régulariser leur offre. La même possibilité pourra éventuellement être ouverte pour des offres reçues sur support électronique type clé USB.

En cas de régularisation autorisée par l'acheteur, la nouvelle proposition devra obligatoirement parvenir par voie électronique (un support physique type clé USB avec les fichiers électroniques nécessaires n'est pas admissible) sur le profil acheteur à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans un délai imparti de 48 heures à défaut de ne pas être retenue.

Copie de sauvegarde :

L'article R2132-11 du Code de la Commande Publique permet aux candidats qui le souhaitent, d'effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier.

Une copie de sauvegarde est une copie de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalies limitativement énumérées à l'article 2 de l'annexe 6 du code de la commande publique fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, aux dossiers des candidatures transmis par voie électronique :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Celle-ci pourra être transmise par la poste avec date certaine de remise des plis ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

Sedia
6, rue Louis Garnier
25000 Besançon

* selon les conditions de remises suivantes :

Dans tous les cas, le pli contenant cette copie de sauvegarde remis par le candidat comportera la mention extérieure libellée en clair suivante :

- PROCEDURE AVEC NEGOCIATION - Copie de sauvegarde pour désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre pour la création de chambres EVAT et de bureaux- Caserne Marey Monge à Auxonne (21)- Phase candidatures

- tampon du candidat

- "NE PAS OUVRIR"

La remise du pli s'effectue sous enveloppe extérieure SUR LAQUELLE DEVRONT FIGURER LES COORDONNEES DE L'ENTREPRISE et L'INTITULE DE L'OPERATION.